

masse de la population bas-canadienne des deux origines.

XIII

La loi des écoles séparées pour le Haut-Canada fut passée en 1863 à la demande d'un conservateur et au grand scandale des grits dirigés par George Brown qui venait de paraître sur la scène politique. Et de fait, cet acte de justice est principalement dû à Sir John A. MacDonald. Voici ce qu'en dit l'auteur que nous avons cité déjà plusieurs fois.

Le triomphe des écoles séparées était dû surtout aux efforts énergiques déployés depuis plusieurs années par M. Scott, député d'Outaouais, à M. McGee et aux conservateurs M. John-A. McDonald et ses amis qui s'unirent aux Bas-Canadiens. Les ministres libéraux du Haut-Canada supportèrent, il est vrai, la mesure, car ils étaient engagés par leur programme à le faire; mais ils furent abandonnés de leurs amis *cleargrits* qui, avec quelques conservateurs outrés, votèrent au nombre de 31 contre la mesure. Le ministère McDonald-Sicotte avait fait des écoles séparées un article de son programme. Il ne pouvait pas réclamer comme parti la passation de cette loi, qui était plutôt due à l'opposition, et qui avait été proposée par un membre conservateur.

XIV

L'Intercolonial devait favoriser

plus spécialement le Bas Canada. Georges Brown et Sandfield McDonald s'y opposèrent de toutes leurs forces.

Sir John fut le père de cette entreprise qu'il ne cessa de protéger jusqu'à son complet achèvement.

Que serait le sud du fleuve et du Golfe St-Laurent, essentiellement peuplé de Canadiens-Français, sans l'existence de l'Intercolonial?

Il serait isolé comme auparavant et n'aurait aucun espoir de se développer par l'établissement de nos compatriotes sur les terres de la Couronne.

XV

Puis vint la grande œuvre du siècle pour le Canada, la fondation de la Confédération canadienne.

C'est à propos de ce grand acte politique que Sir John a été surtout violemment calomnié par le directeur de l'*Etendard*, membre du Sénat Canadien.

Insistons quelque peu sur la conduite de Sir John dans cette affaire.

..

Le grand crime reproché à Sir John est d'avoir voulu une union législative au lieu d'une confédération des Provinces canadiennes.

Ce crime n'est pas nouveau, puisqu'il date de 1865; mais ce qui est nouveau, ce sont les reproches tardifs que lui en font de vieux compagnons d'armes qui ont léché les